

TRIBUNE Une grande quantité d'humus dans les sols s'avère essentielle pour leur qualité. Certaines pratiques agricoles permettent d'augmenter ce stock, tout en séquestrant de grandes quantités de CO₂.

«Il est indispensable d'améliorer la qualité des sols afin de lutter contre le changement climatique»



NOTRE INVITÉ

Pascal Boivin

Spécialiste des sols et professeur à la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture (Hepia) de la HES-SO Genève. Il a contribué au rapport «Regenerative agriculture in Europe».

Jusqu'à récemment, les sols étaient à peine pris en compte dans le débat sur le climat. Pourtant, leur régénération est un outil indispensable afin de limiter les effets du changement climatique. Un chiffre a largement sensibilisé à cette question. Par la photosynthèse, les végétaux captent le CO₂ atmosphérique. L'humus est constitué à 60% de carbone provenant de ce CO₂, car il se forme à partir de la décomposition des résidus végétaux. Les émissions mondiales annuelles de carbone fossile correspondent à 0,4% du carbone séquestré dans l'humus. Augmenter planétairement le stock d'humus des sols de 4 pour mille par an neutraliserait donc la totalité des émissions annuelles. Or les sols manquent d'humus et les agriculteurs savent comment y remédier. Mais quel est le potentiel réel? Peut-on stocker durablement le CO₂ en cultivant les sols, et si oui, de quelle manière? Des études menées à grande échelle dans les fermes suisses montrent un très grand potentiel. Grâce à un travail du sol réduit ou nul, à une terre toujours couverte et enrichie d'engrais verts ainsi qu'à une grande diversité de plantes, il est possible d'accroître la teneur en humus des sols helvétiques de bien plus de 4 pour mille par an tout en maintenant, voire en augmentant les rendements.

Des agriculteurs pionniers ont mis au point ces méthodes dans le monde entier. Leur adoption permet d'améliorer les revenus, de libérer du temps, d'économiser du gasoil. La réduction des phytosanitaires de synthèse peut y être incluse. Les fongicides et insecticides sont souvent abandonnés. La suppression de l'herbicide est encore à maîtriser tandis que pour les bios, c'est la réduction des interventions mécaniques qui est travaillée. Des synergies et une conver-

gence apparaissent entre ces développements. Or une perte d'humus considérable a eu lieu au cours du XX^e siècle, et l'on sait maintenant que toutes les fonctions des sols, dont leur fertilité, dépendent de la teneur en humus. Le déficit des terres arables suisses est estimé entre 30 et 70% pour atteindre une qualité minimale. Les sols ne remplissent plus depuis longtemps ces critères et sont devenus très vulnérables aux conséquences du changement climatique. Restaurer les teneurs en humus permet de les préparer et d'avoir une agriculture plus résistante et plus résiliente. Les effets positifs sont multiples: régulation des crues et donc diminution des risques d'inondation, stockage de l'eau et donc limitation des effets de sécheresse, développement de la biodiversité, pour ne citer que ces quelques exemples. La sécurité alimentaire repose également sur la qualité des sols.

Outre les États, les grands acteurs de l'industrie alimentaire reconnaissent ce potentiel et veulent soutenir une transition rapide vers une agriculture régénérative. Leur engagement est décisif, car finalement, c'est le choix des acheteurs qui détermine les méthodes de production de l'agriculture.

POLITIQUE AGRICOLE Feu vert pour le climat

Le Grand Conseil vaudois a décidé l'octroi de 28 millions de francs pour démarrer le volet agricole du Plan climat cantonal. Ce crédit regroupe un paquet de huit mesures d'impulsion, destinées à adapter la branche aux changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au premier rang de celles-ci figure l'amélioration de la qualité et de la fertilité des sols. L'objectif est de baisser de 20% les émissions de CO₂ de l'agriculture d'ici à 2030 et de 40% d'ici à 2050.

Le loup garde son statut

La demande de la Suisse en vue d'une rétrogradation du statut de protection du loup, d'«espèce de faune strictement protégée» à «espèce de faune protégée», a été rejetée par la Convention de Berne, après évaluation minutieuse de la situation du prédateur dans notre pays. Les effectifs alpins de *Canis lupus* sont toujours potentiellement menacés, et un assouplissement du statut de protection européen contredirait les conclusions du rapport de la Convention de Berne, ont estimé les membres de celle-ci.

Protection à renforcer

Par ailleurs, les troupeaux doivent être mieux protégés contre le loup, estime le Conseil national. Celui-ci a accepté par 123 voix contre 58 d'allouer 4 millions de francs supplémentaires à cet effet dans le budget 2023. Lors de la même séance, les députés ont entériné l'octroi de 6,2 millions de francs additionnels pour la promotion des ventes de vin suisse, ainsi qu'un crédit complémentaire de 3,9 millions destiné à la préservation des races indigènes d'animaux de rente. Enfin, le National a transféré 1,08 milliard de francs aux paiements directs pour les contributions à la sécurité de l'approvisionnement.

Lacunes dans les lois

La législation helvétique souffre de lacunes permettant l'exportation de pesticides interdits en Suisse et dans l'Union européenne, déplore Public Eye. Sur la base de documents obtenus auprès de l'Office fédéral de l'environnement, l'ONG a établi que la Suisse a autorisé Syngenta à exporter, en 2021 et 2022, plus de 10 tonnes de produits à base de triasulfuron, substance interdite en raison d'un risque de pollution des nappes phréatiques, de sa toxicité pour les organismes aquatiques et de son potentiel génotoxique présumé. Une interdiction totale assortie d'une mise en œuvre stricte doit être prononcée en Suisse et dans l'UE, réclame Public Eye.



LA CHRONIQUE DE STÉPHANE DELEURY

EN DIRECT DU PALAIS FÉDÉRAL*

Ma der

Ça devait bien arriver un jour. Voici ma dernière chronique dans cette honorable publication. Pour la quarante-huitième fois, je partage avec vous ma vision des soubresauts agricoles vus de Berne. Je vais être sincère: en quatre ans, je n'ai jamais été à court d'idées pour mon exercice mensuel de caricature, tant la vie politique fédérale est pourvoyeuse d'étonnements et de joyeusetés. À vrai dire, on n'est jamais déçu. Il y a toujours un conseiller fédéral, une élue ou un lobby qui se distingue à un moment ou à un autre avec une contradiction, une étrangeté ou un bon mot. Mes remerciements les plus appuyés vont à l'Office fédéral de l'agriculture, l'Union suisse des paysans et surtout à Guy Parmelin, qui m'ont si souvent servi sur un plateau de quoi sustenter mon appétit d'observateur.

Dans ce canard, j'ai ainsi pu parler de foie gras, évidemment. Mais aussi de röstis, de pommes et de pendillards, du climat et de Confucius, du cannabis et du collodion. À propos du collo-

dion: cette histoire de colle utilisée dans le but de boucher les pis des vaches m'a permis de découvrir le monde pour moi inconnu des concours de beauté bovine. Car c'est vrai, je ne suis pas du sérail. Je ne suis pas un professionnel de la terre. Humilité et respect ont guidé ma plume, même si parfois cette chronique était un peu moqueuse ou teintée d'ironie. Grossir le trait afin de souligner l'incohérence et faire sourire. J'ai évité ici tant que faire se peut de parler de pandémie, de guerre ou de black-out.

Le Conseil fédéral se recompose avec l'arrivée de forces vives. Le moment s'avère donc idéal pour renouveler le regard du chroniqueur bernois. Dès le mois prochain, c'est un observateur plus jeune, plus vif, plus acéré et plus beau qui vous livrera ses textes. Valentin Emery est journaliste correspondant au Palais fédéral. Un chic type talentueux bien que Genevois. Je peux vivre avec, dans la mesure où le garçon est non seulement gourmand mais aussi amoureux des terroirs d'ici. Deux qualités

qui pardonnent tout. Ses mots vous régaleront, j'en suis certain. Et puisque l'on parle de transmission, j'en profite pour partager ici un dernier souhait. Laissons à nos enfants une terre exploitable et une biodiversité la moins dégradée possible. Je sais le défi immense: nourrir celles et ceux d'aujourd'hui sans pénaliser les générations à venir. Femmes et hommes politiques, tout comme la branche agroalimentaire, prennent trop souvent des décisions à courte vue. Le profit, l'électorat, tout ça. Mais au moment où les résidus de pesticides se retrouvent dans notre eau potable, où les oiseaux des champs disparaissent et que l'automne que nous refermons est historiquement chaud, il faut que nous prenions nos responsabilités. À Berne comme ailleurs.

Merci infiniment pour votre lecture. Ce fut un honneur.

* Pour la dernière fois, le journaliste Stéphane Deleury partage sa vision de la politique agricole sous la Coupole fédérale. Dès janvier prochain, retrouvez la chronique mensuelle de Valentin Emery.